



Conseil de sécurité

Débat public sur

Femmes, Paix et Sécurité Women, Peace and Security

New York, le 25 avril 2014

Déclaration de S.E. M. Paul Seger, Représentant permanent

Madame la Présidente,

Il y a plus de treize ans, le Conseil de sécurité a adopté la Résolution 1325 ; néanmoins, les violences sexuelles et en particulier le viol en période de conflit et d'après-conflit demeurent une réalité. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur ces violations des droits de l'homme.

La Suisse remercie le Secrétaire général pour son rapport sur la violence sexuelle liée aux conflits qui témoigne de l'ampleur de ce problème.

Dans la plupart des situations observées, les violences sexuelles sont perpétrées aussi bien par les forces gouvernementales que par les groupes d'opposition armés. Nous devons faire preuve de fermeté : il n'y aura pas d'impunité pour les auteurs de ces crimes et nous n'aurons de cesse que justice soit faite. Dans cette optique, nous tenons à souligner les recommandations du Secrétaire général sur la nécessité pour les pays d'assurer la maîtrise, la direction et la responsabilité des actions à mener d'une part, et de renforcer les capacités des systèmes de justice civile et militaire d'autre part.

Nous saluons les programmes d'entraînement, de sensibilisation et de suivi des mesures tels que ceux inscrits dans le cadre de la Politique de diligence de la Mission de l'Union Africaine en Somalie

(AMISOM). Des rapports réguliers sur les violences sexuelles et sexistes ainsi qu'une « tolérance zéro » envers ceux qui commettent ces crimes sont indispensables.

En mars dernier, le Conseil des droits de l'homme à Genève a tenu un débat sur la violence sexuelle en République démocratique du Congo, qui a rappelé le caractère massif des violences contre les femmes dans ce contexte. Les conflits armés et la faiblesse des institutions étatiques, en particulier du système judiciaire et des forces de sécurité sont les premiers facteurs de déstabilisation. Le nombre de cas de violences sexuelles et de viols massifs sont une source d'inquiétude majeure, d'autant que l'impunité systématique crée un contexte favorable à ces violations.

Il y a trois mois, peu avant la conférence de paix dite de Genève II, une cinquantaine de femmes venues de toutes les régions de Syrie nous ont exposé leurs priorités quant à la question de la violence sexuelle. Elles ont souligné que s'il est essentiel de rendre justice, il est tout aussi crucial d'adopter des politiques intégrant la dimension genre et des mesures de protection des femmes et des filles contre l'exploitation sexuelle, le mariage précoce, la traite des êtres humains et le viol, cela dès le début des processus de paix.

Quelles sont les possibilités d'action ?

Il n'existe pas de solutions toutes faites. Permettez-moi de revenir sur trois points abordés dans le rapport :

Nous saluons la recommandation du Secrétaire général visant à insister sur la contribution décisive de la société civile - particulièrement les organisations de femmes et les dirigeants locaux - aux nombreux efforts pour éliminer la violence contre les femmes. Nous devons veiller à ce que la participation des femmes aux négociations et aux processus de paix se fasse sur un pied d'égalité avec les hommes et que les accords qui en découlent prennent en considération les problèmes de genre.

Nous partageons les inquiétudes du Secrétaire général quant au sort des populations déplacées, composées majoritairement de femmes et de filles. Leur accès limité aux ressources les rend d'autant plus vulnérables à la violence et à l'exploitation sexuelle. Nous saluons que les recommandations insistent sur le fait que la prévention soit prise en compte dans toutes les résolutions du Conseil de sécurité visant un pays donné. Il est par ailleurs essentiel que les mesures de prévention et de protection soient adaptées au contexte de déplacement.

Enfin, nous partageons les préoccupations du Secrétaire général sur le manque des données officielles sur la violence sexuelle. Nous avons besoin d'informations fiables pour lutter efficacement contre les violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, dans des situations de conflit armé et de troubles intérieurs. Soucieuse d'améliorer la collecte de données, la Suisse soutient

le projet mené au titre du Programme de politique humanitaire et de recherche sur les conflits (HPCR) de l'Université d'Harvard, qui porte sur le développement de méthodologies systématiques applicables au contrôle, à la production de rapports et à l'établissement des faits. Nous continuons à croire que de tels outils sont essentiels pour améliorer la prévention de ces crimes.

Madame la Présidente,

Permettez-moi d'insister sur l'importance de porter nos efforts à la fois sur la protection et le renforcement des droits des femmes, et sur la promotion de leur participation. Les hommes ont, eux aussi, tout à y gagner. Le développement d'une sécurité globale passe nécessairement par la participation équitable des hommes et des femmes à tous les processus de rétablissement et de consolidation de la paix ainsi qu'aux processus de reconstruction. Cette participation équitable est une condition indispensable pour s'attaquer aux différents aspects de la violence sexiste, ainsi qu'à ses causes et à ses conséquences. C'est pourquoi la Suisse tient à rappeler l'importance des dernières résolutions sur le sujet, notamment la résolution 2122. Par ailleurs, nous appelons tous les acteurs à poursuivre leurs efforts pour une mise en œuvre complète et cohérente de la résolution 1325.

Pour conclure, la Suisse salue le travail accompli par Madame Zainab Bangura, Représentante spéciale du Secrétaire général, qui a joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de stratégies communes avec les gouvernements afin de combattre la violence sexuelle. Nous la félicitons pour les progrès accomplis dans la mise en œuvre des dispositifs et nous nous réjouissons de la perspective d'accueillir en Suisse la prochaine Conférence des donateurs de l'Action des Nations Unies contre les violences sexuelles en conflit.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Madam President,

Although the Security Council has adopted Resolution 1325 more than 13 years ago, sexual violence in conflict and post-conflict situations, and rape in particular, remain a reality. Let us not turn a blind eye to those human rights violations.

Switzerland thanks the Secretary General for the report on Conflict-related sexual violence which reminds us of the pervasiveness of the issue.

Mission permanente de la Suisse auprès des Nations Unies
Permanent Mission of Switzerland to the United Nations

633 Third Avenue, 29th floor, New York, NY 10017-6706
Tél. +1 212 286 1540, Fax +1 212 286 1555, www.dfae.admin.ch/missny

In most of the monitored settings, sexual violence is perpetrated by government forces as much as by armed opposition groups. Our response to this must be firm: There shall be no impunity for the perpetrators of those crimes, and we will not rest until justice is done. In this regard, we would like to emphasize the recommendations of the Secretary-General on fostering national ownership, leadership and responsibility and strengthen the capacity of civilian and military justice systems.

We welcome training, awareness raising and monitoring mechanisms as for example through the AMISOM mission's Human Rights Due Diligence Policy (HRDDP) in Somalia. Regular reports on SGBV and a "zero tolerance" policy vis-à-vis the perpetrators are indispensable.

In March this year, the Human Rights Council in Geneva hosted a Panel on Sexual Violence in the Democratic Republic of Congo which again brought to our attention the massive scale of violence against women in this context. Armed conflicts and States' institutional weakness, especially of the judiciary and the security forces, play a destabilizing role. The number of sexual violence and especially of rape is a great source of apprehension, even more so because of systematic impunity creating a context that favors such violations.

Three months ago, prior to the Geneva II peace conference, fifty women from all parts of Syria shared their priorities regarding sexual violence with us. They underlined that while rendering justice is essential, it is also crucial to adopt gender-sensitive policies and protection measures for women and girls against sexual exploitation, early marriage, human trafficking and rape in the early stages of a peace process.

So what can be done?

There are no easy answers. Let me explore three areas which are addressed in the report:

We welcome the Secretary-General's recommendation to emphasize the centrality of civil society, in particular women's organizations and community leaders in all efforts to combat sexual violence. We have to make sure that women acquire equal participation in the negotiation of peace processes that peace agreements address gender concerns.

We share the Secretary-General's concerns about the situation of displaced population whose majority consists of women and girls. Their limited access to resources contributes to their vulnerability to sexual violence and sexual exploitation. We welcome the recommendations to systematically include the prevention of sexual violence in all resolutions by the Security Council concerning a specific country. It is essential that prevention and protection measures be tailored to the displacement context.

Finally, we share the Secretary-General's concern about the lack of data on sexual violence. We need reliable data to effectively address violations of international humanitarian law and international human rights law in situations of armed conflict and internal disturbances. To improve data collection, Switzerland supports the project of the Program on Humanitarian Policy and Conflict Research of Harvard University (HPCR) which focuses on the development of methodological guidance for monitoring reporting and fact-finding efforts. We believe that such instruments are essential to improve the prevention of these crimes.

Madam President,

Let me reiterate the importance to link our efforts to protect and strengthen women's rights with our commitment to promote women's participation. Acknowledging the voices of women benefits men as much as women. Inclusive security will only be reached by equal participation of women and men in all peacemaking, peacebuilding and reconstruction processes. Equal participation is a prerequisite to comprehensively address gender-based violence, its causes and consequences. Therefore Switzerland would like to stress the importance of the latest resolutions on the topic, notably resolution 2122. Further, we call upon all actors to continue their efforts for a robust and coherent implementation of resolution 1325.

Finally we commend the SRSG Zainab Bangura for her leadership in drawing up joint strategies with governments to combat sexual violence. We congratulate her for the progress made in the implementation of the frameworks and we look forward to hosting the next UN Action donor Conference in Switzerland.

Thank you.